

**Thèse 2. Le féminisme libéral est en faillite.
Il est temps de s'en débarrasser**

Les médias traditionnels continuent à assimiler le *féminisme*, dans son ensemble, au seul *feminisme libéral*. Mais, loin de fournir des solutions, le féminisme libéral fait partie du problème. Centré sur les pays occidentaux et les catégories socioprofessionnelles supérieures, il encourage les femmes à « s'imposer » et à « briser le plafond de verre ». S'employant à permettre à une poignée de femmes privilégiées de gravir les échelons au sein de l'entreprise et les grades au sein de l'armée, il propose une vision de l'égalité indexée sur les lois du marché, qui coïncide parfaitement avec la manière dont les entreprises épousent actuellement la cause de la « diversité ». Bien qu'il condamne les « discriminations » et prône la « liberté de choix », le féminisme libéral refuse catégoriquement de reconnaître et de lutter contre les contraintes socioéconomiques qui empêchent pourtant la grande majorité des femmes d'accéder à la liberté et l'autonomie (*empowerment*). Son véritable objectif n'est pas l'égalité, mais la méritocratie.

Plutôt que d'aspirer à abolir la hiérarchie sociale, il vise à la « diversifier », en « permettant » à des femmes « talentueuses » d'atteindre le sommet. En considérant les femmes simplement comme un « groupe sous-représenté », ses promoteurs et promotrices cherchent à s'assurer que seules quelques âmes privilégiées peuvent accéder à des postes et des rémunérations équivalents à ceux des hommes *de leur propre classe*. Par définition, les principales bénéficiaires de ce système sont ainsi celles qui possèdent déjà des avantages économiques, culturels et sociaux considérables. Toutes les autres restent coincées au sous-sol.

Parfaitement compatible avec les inégalités galopantes, le féminisme libéral externalise les oppressions. Il permet aux femmes cadres de s'imposer en leur donnant précisément la possibilité de *s'appuyer* sur des femmes migrantes mal payées auxquelles elles sous-traitent leurs tâches ménagères et les soins à leurs proches¹.

1. « *Caregiving* », soit le fait d'apporter des soins, de l'attention aux proches, aux enfants et aux personnes âgées ou dépendantes.

Insensible aux positions de classe et de race, il lie notre cause à l'élitisme et à l'individualisme. Il nous associe à des politiques qui nuisent à la majorité et nous coupe des luttes s'opposant à ces politiques en présentant le féminisme comme un mouvement « autonome ». Bref, le féminisme libéral donne mauvaise réputation au féminisme.

Le culte de la réussite personnelle porté par l'éthos du féminisme libéral converge avec les valeurs de l'entreprise, mais aussi avec celles portées par certains porte-drapeaux de la culture néolibérale, à l'image des célébrités des réseaux sociaux, qui confondent également le féminisme avec l'ascension individuelle d'une poignée de femmes. Dans ce monde-là, le « féminisme » risque de devenir un hashtag à la mode et un simple outil d'autopromotion, utilisé pour faire réussir un petit nombre et non en vue de libérer la majorité.

Le féminisme libéral est donc un alibi parfait pour le néolibéralisme. Il permet aux forces qui défendent le capitalisme de passer pour « progressistes » en dissimulant, derrière une rhétorique d'émancipation, leurs politiques

régressives – alliance avec la finance mondiale aux États-Unis, justification de l'islamophobie en Europe... C'est le féminisme des femmes de pouvoir : les gourous du monde des affaires qui prêchent de « s'imposer », les féminocrates¹ qui défendent l'ajustement structurel² et le microcrédit dans les pays du Sud et les politiciennes professionnelles en tailleur-pantalon qui reçoivent des chèques à six chiffres pour leurs discours à Wall Street.

Notre réponse au féminisme qui *s'impose* est le féminisme qui *prend du recul*. Nous n'avons aucun intérêt à briser le plafond de verre si l'immense majorité des femmes continuent d'en nettoyer les éclats. Loin de célébrer les femmes directrices des opérations qui occupent des bureaux d'angle luxueux, nous voulons nous débarrasser des premières comme des seconds.

1. Néologisme formé des mots « bureaucratise » et « féministe » qui désigne les féministes qui font partie de l'appareil d'État et, plus largement, celles qui défendent le système.

2. Les programmes d'ajustement structurel sont des réformes économiques mises en place par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale afin de redresser la situation économique de certains pays. Ils imposent en général des mesures d'austérité très dures et une forte libéralisation de l'économie.